

Étude : La violence fondée sur le sexe : les comportements sexuels non désirés dans les territoires du Canada, 2018

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le mercredi 26 août 2020

En 2018, dans les territoires du Canada, près de la moitié des femmes (48 %) et près du tiers des hommes (32 %) ont subi un comportement sexuel non désiré ou inapproprié dans un lieu public, en milieu de travail ou en ligne. Les femmes étaient également plus de trois fois plus susceptibles que les hommes de déclarer avoir vécu des comportements sexuels non désirés dans chacun des trois environnements, c'est-à-dire dans un lieu public, en milieu de travail et en ligne.

La violence fondée sur le sexe — qui s'entend de tout acte de violence perpétré contre une personne en raison de son identité de genre, de son expression de genre ou de son identité de genre perçue — englobe un vaste éventail de comportements, lesquels vont de comportements qui ne sont pas nécessairement de nature criminelle (comme les attentions sexuelles non désirées subies en public) à ceux qui sont classés comme des actes criminels (les agressions physiques et sexuelles).

Les comportements sexuels non désirés ont été l'objet d'attention récente, notamment en raison de certains événements médiatisés, mais également en raison d'enjeux liés à la pandémie. Plus particulièrement, des préoccupations ont été soulevées à l'égard de la difficulté d'accès aux ressources d'aide et de la vulnérabilité accrue de certaines personnes qui peuvent être davantage isolées de leurs réseaux de soutien habituels. Par exemple, dans une récente étude sur les répercussions de la pandémie de COVID-19, plusieurs services aux victimes ayant répondu à l'enquête (76 %) ont déclaré que des difficultés d'accès aux ressources pour les clients ont eu une incidence sur leur capacité à fournir des services.

L'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés a permis de recueillir des renseignements sur les expériences en matière de comportements sexuels non désirés subis par les personnes résidentes des territoires au cours des 12 mois précédant l'enquête. Les résultats détaillés découlant de l'enquête sont diffusés aujourd'hui dans l'article de *Juristat* intitulé « [La violence fondée sur le sexe : les comportements sexuels non désirés dans les territoires du Canada, 2018](#) ». Bien que ces données aient été recueillies avant le début de la pandémie de COVID-19, elles permettent de mieux comprendre les expériences que peuvent vivre les Canadiens en matière de comportements sexuels non désirés.

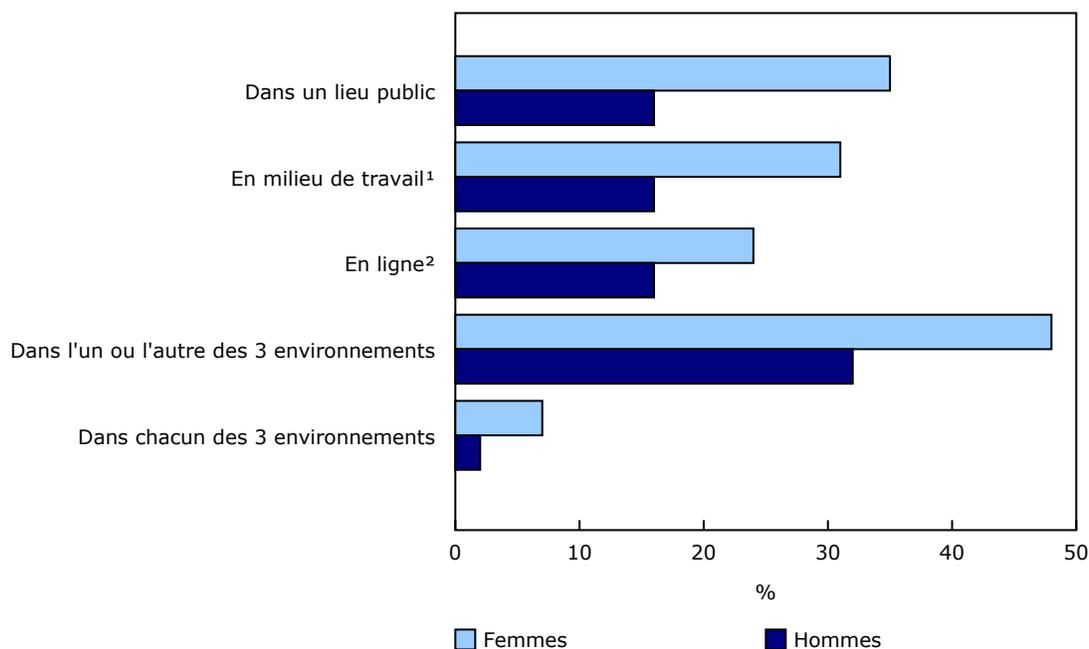
Les femmes dans les territoires sont plus susceptibles que les hommes de subir un comportement sexuel non désiré

Dans les territoires, tant les femmes que les hommes ont été affectés par les comportements sexuels non désirés ou inappropriés subis dans un lieu public, en milieu de travail ou en ligne. Cela dit, la prévalence de ces comportements était plus élevée chez les femmes (48 %) que chez les hommes (32 %) en 2018. Les femmes ont aussi été plus de trois fois plus nombreuses que les hommes à déclarer avoir été la cible de comportements non désirés dans chacun de ces trois environnements (7 % des femmes par rapport à 2 % des hommes).



Graphique 1

Expériences en matière de comportements sexuels non désirés vécues dans un lieu public, en milieu de travail ou en ligne au cours des 12 mois précédant l'enquête, selon le genre, territoires, 2018



1. Le calcul des pourcentages exclut les répondants qui ont déclaré ne pas avoir travaillé au cours des 12 mois précédant l'enquête.

2. Le calcul des pourcentages exclut les répondants qui ont déclaré ne pas avoir utilisé Internet au cours des 12 mois précédant l'enquête.

Note(s) : Toutes les différences observées entre les femmes et les hommes sont statistiquement significatives à $p < 0,05$.

Source(s) : Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés (5256).

Les personnes s'identifiant à certains groupes minoritaires étaient davantage susceptibles de déclarer avoir vécu des comportements non désirés dans chacun des trois environnements. Plus particulièrement, 24 % des femmes LGBTQ2+, 15 % des femmes célibataires, 14 % des femmes ayant une incapacité physique ou mentale, 13 % des femmes des Premières Nations et 13 % des femmes de 15 à 24 ans ont été la cible de comportements non désirés dans chacun des trois environnements.

Les femmes dans les territoires sont plus de deux fois plus nombreuses que les hommes à vivre un comportement sexuel non désiré dans un lieu public

Dans les territoires, les femmes (35 %) ont été proportionnellement plus de deux fois plus nombreuses que les hommes (16 %) à déclarer avoir subi au moins un comportement sexuel non désiré dans un lieu public, comme dans la rue, dans un bar ou un restaurant, ou dans les transports en commun. Ces proportions sont semblables à ce qui avait été déclaré par les femmes (32 %) et les hommes (13 %) résidant dans les provinces.

Les attentions sexuelles non désirées (p. ex. des sifflements, interpellations, regards, gestes ou langage corporel suggestifs) étaient les comportements sexuels subis dans les lieux publics les plus souvent déclarés en 2018, alors que 27 % des femmes en avaient été la cible comparativement à 7 % des hommes. Les attouchements non désirés (comme des contacts ou des rapprochements trop serrés à caractère sexuel) étaient aussi relativement fréquents, 22 % des femmes et 10 % des hommes ayant déclaré en avoir été la cible.

Les femmes ayant subi des comportements sexuels non désirés dans un lieu public ont le plus souvent été visées par une personne qu'elles ne connaissaient pas ou qu'elles connaissaient de vue seulement (70 %). Il en était de même pour un peu moins de la moitié des hommes (46 %). Tant chez les femmes que chez les hommes qui ont subi ce type de comportements, la personne qui en était à l'origine était habituellement un homme.

Le quart des femmes dans les territoires ont subi des comportements sexuels non désirés à plusieurs reprises

Les femmes résidant dans les territoires étaient également plus susceptibles que les hommes de déclarer avoir subi des comportements sexuels non désirés dans un lieu public à plusieurs reprises. Le quart des femmes et 1 homme sur 10 ont subi ce type de comportement plus de deux fois en 2018.

Comparativement aux personnes ayant vécu un ou deux comportements sexuels non désirés dans un lieu public, les personnes en ayant subi plusieurs fois étaient plus susceptibles de déclarer avoir été affectées de façon émotionnelle ou psychologique ou avoir modifié leurs habitudes ou leurs comportements. Bien qu'on ne puisse établir un lien causal direct, ces personnes étaient aussi plus susceptibles d'évaluer leur santé mentale comme étant mauvaise ou passable, d'avoir un faible niveau de satisfaction à l'égard de leur vie et d'avoir déjà sérieusement envisagé le suicide.

Les comportements sexuels non désirés dans les lieux publics sont plus fréquents dans les capitales des territoires que dans les plus petites collectivités

Les personnes résidant dans les capitales des territoires étaient plus susceptibles que leurs homologues habitant à l'extérieur de celles-ci de déclarer avoir subi un comportement sexuel non désiré dans un lieu public en 2018. Alors que, dans l'ensemble, 35 % des femmes dans les territoires ont été la cible d'un comportement sexuel non désiré dans un lieu public, cette proportion était plus élevée à Yellowknife (46 %), à Iqaluit (44 %) et à Whitehorse (42 %). Il est probable que certaines conditions dans les milieux urbains, comme une plus grande densité de population, un degré d'anonymat plus élevé et un plus grand nombre d'espaces publics, puissent faciliter la perpétration de certains comportements sexuels non désirés.

Parmi les territoires, ce sont les personnes résidant au Yukon qui étaient les plus susceptibles d'avoir été la cible de comportements sexuels non désirés. Dans ce territoire, un peu plus de 4 femmes sur 10 (41 %) et près de 1 homme sur 5 (19 %) ont été la cible de tels comportements. Dans les Territoires du Nord-Ouest, 38 % des femmes et 18 % des hommes ont dit avoir vécu des comportements sexuels non désirés dans un lieu public, alors qu'au Nunavut, 25 % des femmes et 11 % des hommes ont déclaré en avoir vécu. Ces différences s'expliquent en partie par la proportion de la population de chaque territoire habitant dans la capitale, qui est la plus élevée au Yukon et la plus faible au Nunavut.

Les femmes des Premières Nations et les Métisses sont à peu près aussi susceptibles que les femmes non autochtones dans les territoires de vivre des comportements sexuels non désirés dans un lieu public

Dans l'ensemble des territoires, les femmes non autochtones (41 %), les femmes des Premières Nations (39 %) et les femmes métisses (41 %) étaient à peu près aussi susceptibles de déclarer avoir vécu des comportements sexuels non désirés dans un lieu public en 2018. En revanche, un peu moins de 3 femmes inuites sur 10 (29 %) ont déclaré avoir été la cible de tels comportements. Chez les hommes, on ne notait toutefois pas de différence statistiquement significative entre les non-Autochtones et les Autochtones.

Les comportements sexuels non désirés dans un lieu public sont plus fréquents en milieu urbain, et sont le plus souvent commis par des étrangers. Or, une grande proportion des femmes inuites (83 %) habitent à l'extérieur des capitales, principalement dans de petites collectivités du Nunavut où la plupart des habitants sont susceptibles de se connaître, ce qui pourrait en partie expliquer la relativement faible proportion de femmes inuites ayant déclaré avoir vécu un comportement sexuel non désiré.

Des études ont aussi fait état d'une normalisation de la violence chez certaines femmes inuites. Tant les données déclarées par la police en 2018 que les données de l'Enquête sociale générale sur la sécurité des Canadiens de 2014 ont noté des taux d'agressions sexuelles élevés au Nunavut, lesquelles s'ajoutent aux violences et aux traumatismes intergénérationnels découlant de la colonisation et de l'expérience des pensionnats autochtones. Ainsi, en regard des agressions plus graves, certaines personnes pourraient ne pas percevoir le caractère violent de certains comportements sexuels non désirés de moindre gravité.

Près du tiers des femmes dans les territoires subissent des comportements sexuels non désirés en milieu de travail

Les femmes résidant dans les territoires sont aussi plus susceptibles que les hommes de déclarer avoir été la cible de comportements sexuels non désirés en milieu de travail, ce qui comprend notamment les blagues inappropriées à caractère sexuel, les attouchements, les attentions sexuelles ou les commentaires ou insultes en raison du genre ou de l'orientation sexuelle. Dans les territoires, près de 1 femme sur 3 (31 %) qui a occupé un emploi en 2018 a été la cible d'un tel comportement, comparativement à un peu moins de 1 homme sur 6 (16 %). Dans les provinces, 29 % des femmes et 17 % des hommes avaient déclaré avoir été la cible de comportements sexuels non désirés en milieu de travail.

La différence était davantage marquée dans les milieux de travail où la majorité des employés sont des hommes, 37 % des femmes et 15 % des hommes dans ces milieux ayant déclaré avoir été la cible de comportements sexuels non désirés.

Le comportement sexuel non désiré en milieu de travail le plus souvent mentionné était les blagues à caractère sexuel inappropriées, dont ont été la cible 20 % des femmes et 9 % des hommes résidant dans les territoires. C'est toutefois en ce qui a trait aux attentions sexuelles non désirées qu'on notait la plus grande différence entre les hommes et les femmes. Environ 1 femme sur 6 (17 %) a mentionné avoir été l'objet d'un tel comportement, comparativement à 1 homme sur 50 (2 %).

Contrairement aux comportements non désirés dans les lieux publics ou en ligne, pour lesquels les jeunes femmes étaient plus susceptibles d'en avoir été la cible, la proportion de femmes ayant vécu des comportements sexuels non désirés en milieu de travail était similaire parmi toutes les catégories d'âge comprises entre 15 et 54 ans.

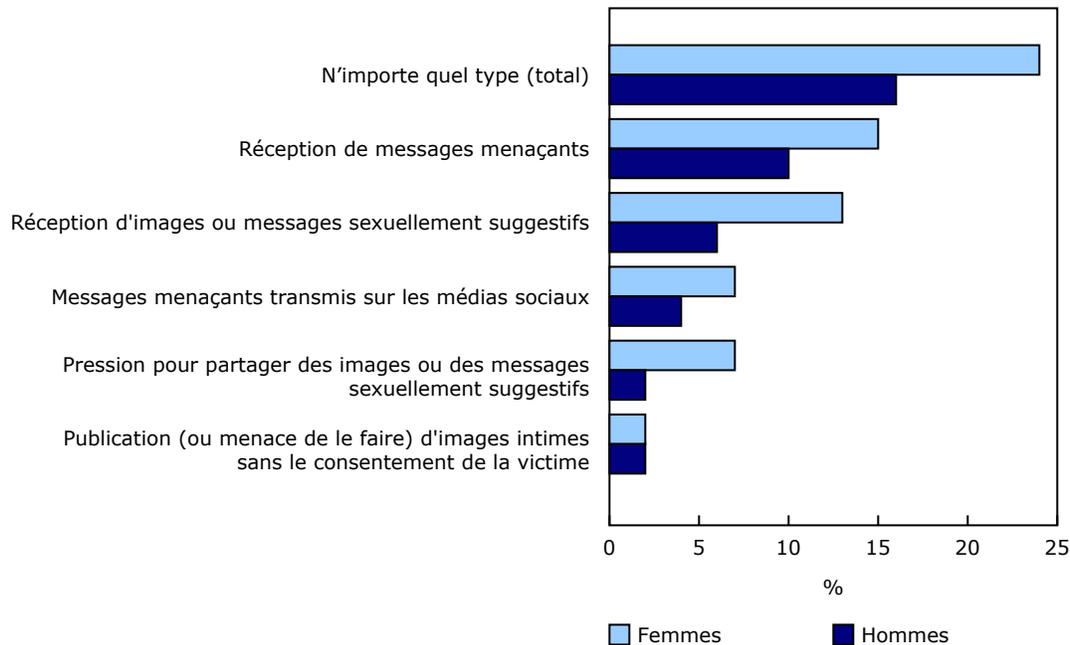
Près du quart des femmes dans les territoires sont la cible de comportements non désirés en ligne

Dans les territoires, près du quart des femmes (24 %) et près de 1 homme sur 6 (16 %) ayant utilisé Internet au cours des 12 mois précédant l'enquête ont indiqué avoir été la cible de comportements non désirés en ligne. Dans les provinces, ce sont 18 % des femmes et 14 % des hommes qui ont déclaré avoir été la cible de comportements non désirés en ligne.

Les comportements les plus fréquemment mentionnés étaient la réception de courriels ou messages menaçants ou agressifs les visant directement ainsi que la réception d'images ou messages sexuellement suggestifs ou explicites non désirés. C'est aussi pour ce comportement qu'on notait la plus grande différence entre les femmes (13 %) et les hommes (6 %). En revanche, relativement peu de personnes (2 %) ont déclaré que quelqu'un avait publié ou menacé de publier des images intimes ou sexuellement explicites sans leur consentement.

Graphique 2

Expériences en matière de comportements sexuels non désirés survenus en ligne au cours des 12 mois précédant l'enquête, selon le type de comportement et le genre, territoires, 2018



Note(s) : Exclut les répondants qui ont déclaré ne pas avoir utilisé Internet au cours des 12 mois ayant précédé l'enquête. Toutes les différences observées entre les femmes et les hommes sont statistiquement significatives à $p < 0,05$, sauf pour la catégorie "Publication (ou menace de le faire) d'images intimes sans le consentement de la victime".

Source(s) : Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés (5256).

Tout comme pour les comportements sexuels non désirés dans un lieu public, les personnes à l'origine des comportements non désirés en ligne étaient le plus souvent un homme agissant seul. Cependant, alors que la plupart des comportements sexuels non désirés dans un lieu public étaient attribuables à des étrangers, les comportements non désirés en ligne étaient plus susceptibles d'être le fait d'une personne connue de la victime.

Même lorsqu'ils ne surviennent pas dans le monde « physique », et même s'ils n'atteignent pas tous le seuil de l'acte criminel, les comportements non désirés en ligne peuvent néanmoins avoir des conséquences négatives pour les personnes qui les subissent. Ainsi, la grande majorité des personnes ayant vécu des comportements non désirés en ligne ont dit avoir été affectées de façon émotionnelle ou psychologique. Plusieurs internautes déclarent d'ailleurs prendre des mesures pour se protéger du harcèlement en ligne. Dans l'ensemble, 32 % des femmes et 22 % des hommes ont déclaré avoir pris des mesures afin de se protéger du harcèlement en ligne au cours des 12 mois précédant l'enquête.

Note aux lecteurs

La collecte de données et l'enrichissement des connaissances au sujet de la violence fondée sur le sexe forment un élément central de : *Il est temps : Stratégie du Canada pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe*. Le présent article de Juristat est fondé sur les résultats de l'ESEPP menée en 2018 dans les territoires. L'ESEPP sert à recueillir des renseignements sur les expériences de victimisation avec violence et leurs caractéristiques, ainsi que sur le continuum d'autres expériences sexuelles non désirées subies en public, en ligne ou au travail. L'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés a également été menée dans les provinces dont les résultats ont été publiés à la fin de 2019 dans l'article de Juristat « [La violence fondée sur le sexe et les comportements sexuels non désirés au Canada, 2018 : Premiers résultats découlant de l'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés](#) ».

Dans les rapports futurs, il sera possible de combiner les résultats des provinces et des territoires pour rendre compte des constatations à l'échelle du Canada.

L'ESEPP comprenait également des questions sur les expériences d'agressions sexuelles et d'agressions physiques, ainsi que des questions sur les perceptions et attitudes à l'égard de l'égalité des genres et de la violence fondée sur le sexe. Une analyse portant sur ces aspects sera publiée ultérieurement.

La conception de l'ESEPP, la collecte de ses données et l'analyse de ses résultats ont été financées par Femmes et Égalité des genres Canada.

L'analyse a été réalisée selon le genre du répondant, lequel était établi au moyen de la question qui lui permettait de préciser s'il était de genre masculin, de genre féminin ou de diverses identités de genre. Un article à paraître sera consacré à une analyse de la population transgenre, de la population de diverses identités de genre et de la population appartenant à une minorité sexuelle.

Étant donné qu'on a posé des questions générales aux répondants de l'enquête sur l'ensemble des expériences de violence qu'ils ont vécues, et non seulement sur celles qui étaient perçues comme étant fondées sur le sexe, l'analyse des principales différences entre les sexes au chapitre de la prévalence, de la nature et des répercussions des comportements non désirés et de la victimisation avec violence a permis d'examiner la violence fondée sur le sexe au Canada.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête **5256**.

L'article de *Juristat* (**85-002-X**) « [La violence fondée sur le sexe : les comportements sexuels non désirés dans les territoires du Canada, 2018](#) » est maintenant accessible.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca) ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).